

REPUBLIQUE FRANCAISE
LIBERTE EGALITE FRATERNITE
ARRETE DU MAIRE
PORTANT AUTORISATION D'ORGANISER UN FORUM DES ASSOCIATIONS

N°ST 2022-215

Le Maire de la Commune de Saint-Marcellin,
VU la demande en date du 22 Août 2022, par laquelle le service Scolaire, Sport et vie associative de la ville de Saint-Marcellin, sollicite l'autorisation d'organiser un Forum des Associations, le samedi 3 septembre et le dimanche 4 Septembre 2022, sur la Place d'Armes.
VU le Code de la Route,
VU le Code des Collectivités Territoriales,
VU le Code de la voirie routière
VU le Code pénal;
VU la Loi N°82.213 du 02 Mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des départements et régions,
VU l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, approuvée par l'arrêté interministériel du 06 Novembre 1992,
Considérant que pour permettre l'organisation d'une manifestation faisant l'objet de la demande, d'assurer la sécurité des participants, et des usagers de la voie, il y a lieu d'arrêter les dispositions suivantes :

A R R E T E

Article 1 : Autorisation : Du samedi 3 Septembre 2022 à 13h30 au dimanche 4 Septembre 2022 à 18h00, le bénéficiaire est autorisé à organiser un Forum des Associations sur le domaine public de la Place d'Armes, à charge pour lui de se conformer aux dispositions des articles suivants :

Article 2 : Restriction de stationnement et de circulation :

- Le samedi 3 Septembre 2022 de 14h30 au dimanche 4 Septembre à 21h00, afin de permettre l'installation de la manifestation, le stationnement sera interdit sur les places de parking intérieures autour de la Place d'Armes hors véhicules des associations, des services et urgences.
- Le dimanche 4 Septembre 2022 de 9h00 à 21h00, afin d'assurer le bon déroulement de la manifestation, le stationnement et la circulation seront interdits sur toute la Place d'Armes hors véhicules des associations, des services et urgences.
- Les véhicules en infraction seront susceptibles d'être verbalisés puis de faire l'objet d'un enlèvement immédiat pour mise en fourrière, conformément aux articles R 417-10 et R325-12 du Code de la Route. Les véhicules seront alors remisés dans les locaux de la société « SAM DEPANNAGE de MARCILLOLES » comme le prévoit la convention contractée entre la mairie de Saint-Marcellin et la société susnommée.

Article 3 : Sécurité et signalisation : L'organisateur est chargé d'assurer l'encadrement et la sécurité des participants.

Les installations nécessaires à la manifestation visée à l'article 1 seront réalisées de façon à préserver, en toutes circonstances, la circulation des piétons et l'accès des riverains, ainsi que la circulation des véhicules de secours et de service.

Article 4 : Responsabilité : Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée. Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de l'organisation de cette manifestation ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Les droits des tiers demeurent expressément réservés.

Article 5 : Restitution des lieux : A l'issue de la manifestation, l'organisateur procèdera à l'enlèvement de tout matériel ainsi qu'au nettoyage du site et au rétablissement du stationnement.

Article 6 : Validité, et renouvellement de l'arrêté : La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à l'indemnité. Elle devra être présentée par son titulaire à toute réquisition des services de police.

Article 7 – Publication, affichage et diffusion : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur. Monsieur le Commandant de la Compagnie de Gendarmerie de Saint-Marcellin, Monsieur le Directeur Territoire Sud Grésivaudan, Monsieur le Directeur Général des services de la Mairie, Monsieur le Directeur du Pôle Technique, Messieurs les Gardiens de la Police Municipale, la personne responsable des travaux, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Article 8 – Recours Conformément à l'article R 102 du code des tribunaux administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Fait à Saint-Marcellin,
23 Août 2022,

Le Maire, Raphaël MOCELLIN ,

Pour le Maire et par délégation,

La cheffe de service Espaces publics
Gwenaëlle LAMY

